soit en addition à telle montant ou autrement, sera payée à tel juge de paix devant lequel la conviction aura eu lieu : Pourvu toujours que lorsque plusieurs individus seront réunis pour la commission de la même offense et que chacun d'eux, sur conviction du fait, sera condamné à un dédommagement en argent équivalent au montant du dommage fait, dans tout tel cas il ne sera payé à la partie lésée que ce à quoi sera condamné un seul des délinquans, et la somme ou les sommes correspondantes que chacun des autres sera condamné de payer, seront appliquées de la même manière qu'aucune pénalité imposée par un juge de paix, doit être appliquée d'après les dispositions ci-dessus contenues dans le présent.

XXXIII. Et qu'il soit de plus statué par l'autorité susdite, que dans tout les cas de convictions sommaires sous cet acte, lorsque la somme qui sera forfaitive pour le montant du dommage commis, ou qui sera imposée comme pénalité par le juge de paix, ne sera pas payée, soit immédiatement après la conviction ou dans telle période que le juge de paix, au moment de la conviction, aura fixée, il sera loisible au juge de paix devant lequel la conviction aura eu lieu (à moins qu'il n'en soit autrement spécialement ordonné,) de commettre le délinquant à la prison commune ou maison de correction, pour y être emprisonné simplement ou pour y être emprisonné et tenu à un travail dur, à la discrétion du juge, pour aucun terme n'excédant pas deux mois de calendrier, quant le montant de la somme forfaitive, ou de la pénalité imposée ou des deux (tel que le cas pourra être) ensemble avec les frais, n'excédera pas cinq livres ; et pour un terme n'excédant pas quatre mois de calendrier, lorsque le montant y compris les frais, n'excédera pas dix livres ; et pour un terme n'excédant pas six mois de calendrier dans aucun autre cas ; dans chacun desquels cas susdits, l'emprisonnement cessera lors du paiement du montant de l'amende et des frais.

XXXIV. Pourvu toujours et qu'il soit de plus statué par l'autorité susdite, que lorsqu'aucune personne sera sommairement convaincue devant un juge de paix, d'aucune offense en vertu de cette acte, et que ce sera une première conviction, il sera loisible au juge de paix, s'il le juge à propos, de décharger le délinquant de sa conviction, toutes fois après satisfaction faite à la partie lésée pour dommages et frais, ou pour les uns ou les autres, ainsi qu'ils seront constatés par le juge.

XXXV. Et qu'il soit encore de plus statué par l'autorité susdite, qu'il sera loisible à S. M. ou au gouverneur, lieutenant-gouverneur ou à la personne ayant l'administration du gouvernement pour le temps d'alors, d'étendre sa clémence royale sur aucune personne emprisonnée en vertu de cet acte, quoiqu'elle soit détenue pour non paiement d'argent à toute autre partie qu'à la couronne.

XXXVI. Et qu'il soit de plus statué par l'autorité susdite, que dans le cas où aucune personne convaincue d'aucune offense punissable sur conviction sommaire en vertu de cet acte, aura payé la somme à laquelle elle aura été condamnée, avec les frais et dépens encourus pour la conviction, ou que la couronne lui en aura fait la remise ou aura subie l'emprisonnement prononcé pour le non paiement de l'une et des autres, ou l'emprisonnement ordonné en première instance, ou aura été déchargée de sa conviction en la manière susdite, dans tout tel cas elle sera déchargée et à couvert de toute autre poursuite ultérieure pour la même cause.

XXXVII. Et qu'il soit de plus statué par l'autorité susdite, que le juge